



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRÊTÉ**

**portant mise en demeure de respecter les prescriptions applicables  
au parc éolien exploité par la SAS EDPR France Holding à PROUVILLE**

**LE PRÉFET DE LA SOMME  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

**Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, notamment son article 15 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination du préfet de la Somme, M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT ;

**Vu** le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, sous-préfet hors-classe, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles 14, 15, 17 – 3<sup>ème</sup> alinéa, 18 - II et 24 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 30 juin 2017 autorisant la SAS EDPR France Holding à exploiter un parc comprenant trois aérogénérateurs et un poste de livraison à PROUVILLE ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 2 février 2021 portant autorisation modificative ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** le donner acte du 19 mars 2019 considérant que le changement de puissance unitaire des aérogénérateurs ne constitue pas une modification substantielle ;

**Vu** la visite d'inspection réalisée par l'inspection des installations classées le 17 avril 2024 sur le site du parc éolien susvisé ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 9 août 2024 transmis à l'exploitant par courriel du 9 août 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de quinze jours ;

**Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 9 août 2024, reçu le 14 août suivant ;

**Vu** l'absence d'observations formulée par l'exploitant dans le délai imparti ;

**Considérant ce qui suit :**

1. lors de la visite d'inspection du 17 avril 2024 réalisée sur le site précité, l'inspection des installations classées a constaté qu'aucune des trois éoliennes ne comportait sur le mat le numéro prévu à l'article 2.2 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé permettant de l'identifier.

2. ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 14 (1<sup>er</sup> paragraphe) de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé ;

3. lors de cette même visite, elle a constaté :

- l'absence de plan de prévention couvrant la période en cours ;
- l'absence des documents relatifs à l'habilitation et à la formation des personnels EDPR, Vestas et des autres intervenants ;
- l'absence des justificatifs établissant que les intervenants ont connaissance des procédures à suivre en cas d'urgence.

4. ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé ;

5. lors de cette même visite, elle a constaté qu'aucun rapport de vérification des installations électriques intérieures des éoliennes et du poste de livraison n'a été fourni pour l'année 2023, que les dernières vérifications ont été effectuées le 24 novembre 2022. La fréquence annuelle de vérification n'est pas respectée. Les contrôles ont un retard de vérification de huit mois.

6. ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 17 - 3ème alinéa de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé.

7. lors de cette même visite, elle a constaté que le contrôle des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, a fait l'objet d'un rapport établi par Vestas en novembre 2023 et qu'aucun rapport en lien avec un contrôle réalisé dans un délai de 6 mois antérieurement ou postérieurement aux contrôles précités de novembre 2023 n'a été fourni. La périodicité semestrielle de contrôle n'est pas respectée.

8. ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 18 - II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé.

9. lors de cette même visite, elle a constaté que les extincteurs situés en pied de mat de l'éolienne E2 et dans les locaux du poste de livraison portaient des étiquettes de vérification dont la validité était échue et qu'aucun rapport de vérification n'a été fourni.

10. ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 24 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé.

11. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SAS EDPR France Holding de respecter les dispositions des articles 14, 15, 17 – 3ème alinéa, 18-II et 24 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Objet**

La SAS EDPR France Holding, dont le siège social est situé 25 quai Panhard et Levassor – 75013 PARIS, exploitant le parc éolien dénommé « Prouville III » à PROUVILLE, est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté.

### **Article 2 – Dispositions à respecter**

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions des articles suivants de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé :

- l'article 14 (1<sup>er</sup> paragraphe) en apposant sur les mats la numérotation prévue à l'art 2.2 de cet arrêté ministériel, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté ;

- l'article 15 en transmettant dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :

- le plan de prévention couvrant la période en cours ;
- les habilitations et attestations de formation des personnels EDPR, Vestas et des autres intervenants ;
- les justificatifs établissant que les intervenants ont connaissance des procédures à suivre en cas d'urgence.

- l'article 17 - 3ème alinéa en fournissant les rapports de vérification périodique des installations électriques en cours de validité annuelle dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

- l'article 18-II en transmettant les rapports de contrôles réalisés antérieurement et postérieurement aux contrôles de novembre 2023 (rapports de vérification annuelle Service Report « Service 2 Years » établis par Vestas), afin de permettre la vérification du respect de la périodicité de contrôle de 6 mois, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

- l'article 24 en fournissant les justificatifs de vérification des extincteurs en cours de validité dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 3 – Sanctions éventuelles**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article précédent ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

### **Article 4 – Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement, elle peut être déférée devant la cour administrative d'appel de Douai (50 rue de la Comédie - 59500 DOUAI), compétente en premier et dernier ressort en application de l'article R. 311-5 du code de justice administrative, par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

La cour administrative d'appel peut être saisie via l'application Télérecours citoyens accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 5 – Publicité**

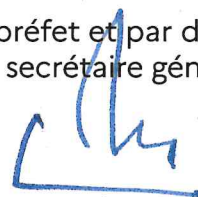
En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans la Somme, à l'adresse suivante : <https://www.somme.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Eolien/Autres-decisions>, pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 6 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Amiens, le - 4 OCT. 2024

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général



Emmanuel MOULARD